



**LE 7 JUIN 2022,**  
**Manifestons à 14h place Masséna, NICE**

*Le secteur sanitaire, social et médico-social voit une dégradation sans précédent des conditions de travail et une réduction dramatique de l'accès aux soins dans les hôpitaux, des prises en charge des personnes âgées, des patient-e-s en psychiatrie et des personnes handicapées, des réductions de capacités d'accompagnement des enfants et des familles en difficultés sociales sur tout le territoire.*

- ❑ **JAMAIS** autant de lits d'hospitalisation n'ont été rendus indisponibles par manque de personnels.
- ❑ **JAMAIS** autant de services d'urgences n'ont été fermés sur tout le territoire.
- ❑ **JAMAIS** autant de personnels n'ont été en situation de se poser la question de quitter leurs établissements et leurs professions.
- ❑ **JAMAIS** autant d'injustices et de discriminations salariales, avec des niveaux de rémunérations totalement inadaptées par rapport aux qualifications, n'ont été constatées.

## EMBAUCHES

Taux d'encadrement largement insuffisant, mauvaise couverture des besoins, plannings de travail éreintants, cumul d'heures, fuites de personnels, fermetures de lits... Il est largement temps de débloquer les crédits permettant les embauches dont la population a besoin. Pour répondre à la **pénurie de personnel**, tous les moyens doivent être mis pour **faire revenir les professionnels** qui ont quitté leurs services et pour développer un **plan urgence-formation** dans l'ensemble de nos professions. La réintégration des personnels suspendus, quel que soit le grade, doit être effective rapidement.

## SALAIRES

Salaires en dessous du SMIC, perte de reconnaissance des qualifications, développement des primes liée à la « fonction » ou au mérite... **Les politiques salariales** menées depuis plusieurs années dans la Fonction Publique et dans le secteur privé **impactent gravement le niveau de vie des salarié-e-s et des retraité-e-s**

dont la pension dépend du salaire. La reconnaissance du travail, des qualifications et l'attractivité de nos métiers régressent. Les carrières s'allongent et la reconnaissance des pénibilités recule. Le Ségur est loin de répondre aux enjeux et développe la division en excluant une partie de nos collègues. **L'individualisation des salaires** par le développement de primes cache la réduction du salaire indirect qui finance pourtant notre secteur et offre à nos employeurs un **outil de « management » très pervers.**

## SENS AU TRAVAIL

Alors que nos métiers, nos missions sont essentiels, la dégradation des conditions d'exercice engendre des burn-out pouvant aller jusqu'au suicide. Les salarié-e-s en poste s'en vont et les jeunes hésitent à choisir ces métiers. Il est urgent de donner les moyens de **travailler dans le respect de notre éthique professionnelle**. Il est urgent de replacer les salarié-e-s au cœur des décisions, car ce sont bien eux les meilleurs experts de leur travail.

## LA CGT PROPOSE :

- **Pour chacun des grands niveaux de qualification, le salaire de base minimum garanti brut devrait être :**
  - **Non diplômé : Smic – 2 000 €**
  - **BEP – CAP : 1,2 fois le Smic – 2 400 €**
  - **BAC (quel qu'il soit) : 1,4 fois le Smic – 2 800 €**
  - **BTS-DUT (BAC + 2) : 1,6 fois le Smic – 3 200 €**
  - **Licence LMD / licence professionnelle (BAC + 3) : 1,8 fois le Smic – 3 600 €**
  - **Master (Bac + 5) : 2 fois le Smic – 4 000 €**
  - **Doctorat (Bac + 8) : 2,3 fois le Smic – 4 600 €**
- **Une grille de classifications avec des références au niveau des diplômes de l'Éducation Nationale pour garantir la qualité des formations et leur équivalence sur l'ensemble du territoire**
- **Le doublement au minimum du salaire de base de chaque salarié sur sa carrière**
- **Une hiérarchie maximum des salaires de 1 à 5**
- **Une classification transposable d'une entreprise à une autre**
- **Une réduction et une reconnaissance des métiers reconnus « pénibles » par un départ anticipé à la retraite**



**POUR NOUS, POUR LES USAGERS, IL FAUT  
QUE ÇA BOUGE ET VITE**



## Hôpital désespérément maltraité : il va y avoir des morts ! Faudra compter les morts !

Trois ans que nous, organisations syndicales de personnels hospitaliers ou collectifs, alertons sur la situation de l'hôpital public et aussi celle du médico-social et du social, en particulier lors de la manifestation du 14 novembre 2019. La Covid est passée par là, les promesses aussi. Et l'horizon apparaît plus sombre que jamais. Trois ans (au moins) de retard pour former des personnels et donner envie de travailler dans le soin ou le social.

Les usagers sont en colère et très inquiets : l'accès aux soins de premiers recours est de plus en plus compliqué et l'hôpital n'assure plus son rôle de service public d'accueil en dernier recours. Les services d'urgence ferment les uns après les autres, ou restreignent l'entrée. Les retards de prise en charge se multiplient. Les Blocs déprogramment des interventions et ferment des salles d'opération tous les jours par manque de personnel.

Les personnels sont en colère et fatigués : ils ne peuvent plus remplir leur rôle de prise en charge correcte de la population malgré des contraintes professionnelles retentissant sur leur santé et leur vie privée.

Même les médias alertent aujourd'hui sur la période estivale, mais la crise est déjà là, mettant en danger la santé de la population.

Sans aucune autre vision d'ensemble que celle de limiter l'augmentation des dépenses de santé, les gouvernements Philippe puis Castex ont géré à la petite semaine, répondant aux urgences par des mesures discriminatoires, comme des primes à

l'embauche, sans considération pour les personnels déjà en poste, méprisés ! En filigrane, apparaît la volonté de casser les statuts pour singer la gestion privée, alors même que le scandale d'Orpéa montre combien cette gestion est contraire à l'intérêt général.

Au moment où notre pays va élire ses nouveaux députés, les personnels de santé et les usagers seront mobilisés le 7 juin : les revendications sont inchangées depuis 3 ans :

- Recrutement de professionnel·le·s supplémentaires immédiatement et plan de formation pluridisciplinaire, ratio de personnel adapté à la charge de travail, respect des équipes et des plannings
- Revalorisation générale des salaires pour rattraper les 10 ans de blocage, reconnaissance des contraintes et des pénibilités horaires (nuit, week-end) et reconnaissance des qualifications des professionnel·le·s
- Renforcement des moyens financiers significatifs pour les établissements, recrutement de personnels (brancardiers, coursiers, ouvriers, logisticiens, secrétaires) permettant de recentrer les soignants sur leur métier
- Arrêt de toutes les fermetures d'établissements, de services et de lits et réouverture de lits, là où c'est nécessaire.
- De réelles mesures qui garantissent l'accès, la proximité et une prise en charge optimale en terme de qualité et de sécurité des soins pour tout.e.s et tous partout.



**Le 7 juin 2022**

**Population et professionnels  
tous ensemble disons :  
« La mort de l'hôpital,  
les morts à l'hôpital  
STOP ÇA SUFFIT »**